

SOMMAIRE

- *Actualités*
 - *Actu'CREDAF*
 - *Actu'Membres*

- *Evènements à venir*
 - *Séminaire CREDAF-Forum mondial de l'OCDE sur les échanges internationaux de renseignements*
 - *Conférence annuelle et Assemblée Générale du CREDAF*
 - *Réunion de consultation régionale sur le BEPS pour les pays francophones*

- *Lectures / Publications*

EDITORIAL

Depuis le début de l'année 2022, nous avons pu renouer avec une activité soutenue aussi bien en présentiel que par l'organisation de webinaires ou d'ateliers en distanciel.

Nous allons donc continuer à travailler sur notre thème annuel d'activité, à savoir « la maîtrise et la valorisation des données, un enjeu fiscal stratégique », tout en continuant à offrir des activités de renforcement des capacités liées à l'actualité et notamment le Cadre inclusif sur le BEPS.

En effet, le premier trimestre 2022 est déjà riche en activités pour le CREDAF.

Le CREDAF a organisé :

- *un webinaire sur la taxation des GAFAM présenté par le Cameroun le 17 février, qui a particulièrement intéressé nos membres ;*
- *un séminaire sur le développement des partenariats à Kinshasa en RDC en mars, qui a rencontré un grand succès.*

En collaboration avec ses partenaires et notamment l'OCDE :

- *une réunion de consultation régionale sur le BEPS pour les pays francophones concernant la fiscalité de l'économie numérique le 25 janvier ; Une prochaine réunion est prévue au cours de la 3^{ème} semaine du mois de juin ;*
- *la co-organisation de l'académie fiscale pour les enquêtes en matière de délinquance fiscale et financière fin février.*
- *un séminaire sur les échanges internationaux de renseignements avec le Forum Mondial de l'OCDE du 23 au 25 mai à Lomé au Togo*

Et bien sûr, nous fêterons cette année les 40 ans du CREDAF à l'occasion de notre conférence annuelle et de notre Assemblée générale, qui seront l'occasion de nous retrouver à Nantes du 7 au 10 juin 2022.

L'équipe du Secrétariat général espère vous y retrouver nombreux.

Catherine LEMESLE

Ismaila DIALLO

▪ *Actu'CREDAF*

▪ *Réunion de consultation régionale sur le BEPS pour les pays francophones*

L'OCDE et le CREDAF ont organisé le 25 janvier dernier une consultation régionale consacrée aux travaux actuellement menés par le Cadre inclusif sur le BEPS pour relever les défis fiscaux posés par la globalisation et la numérisation de l'économie. Pour rappel, en octobre 2021, 137 juridictions membres ont conclu un accord historique portant sur la « Déclaration sur une solution reposant sur deux piliers pour résoudre les défis fiscaux liés à la numérisation de l'économie » et son plan de mise en œuvre détaillé. Cet accord prévoit une réforme en profondeur de la fiscalité en actualisant des composantes fondamentales du système fiscal international ; ce qui aidera les pays à protéger leur base d'imposition.

La réunion a rassemblé des représentants de gouvernements de pays membres du CREDAF, notamment des décideurs publics des différents ministères ou fonctionnaires des administrations fiscales. Elle a été l'occasion d'aborder les développements récents concernant à l'élaboration des mesures relatives au Pilier Un et au Pilier Deux, ainsi que les projets de programmes de renforcement des capacités et d'assistance technique sur mesure, visant à soutenir la mise en œuvre desdites mesures.

L'objectif de la réunion était d'informer les participants, de les sensibiliser aux enjeux, et de recueillir leurs points de vue sur les sujets abordés. Ainsi, la mobilisation de l'ensemble des parties prenantes concernées a été essentielle pour atteindre l'objectif poursuivi.

▪ *Webinaire CREDAF sur la taxation des GAFAM*

Le CREDAF a organisé, en collaboration avec la Direction générale des Impôts du Cameroun, un webinaire sur la taxation indirecte des transactions numériques, le 17 février 2022. L'objectif de ce webinaire était de faire profiter les membres du CREDAF de l'expérience du Cameroun en matière de taxation indirecte des transactions de l'économie numérique (TVA sur les opérations des GAFAM).

Pour rappel, lors de la dernière réunion du bureau exécutif du CREDAF, le Président M. Modeste MOPA, Directeur général des Impôts du Cameroun, avait expliqué aux membres l'expérience du Cameroun en la matière et souligné les demandes de partage d'expérience exprimées par d'autres pays africains. Aussi, était-il apparu opportun d'organiser un webinaire sur cette problématique pour partager l'expérience de son pays avec les autres membres du CREDAF.

Cet évènement a connu un franc succès avec la participation de plusieurs pays membres du CREDAF.

▪ Séminaire CREDAF sur le développement des partenariats

Le CREDAF a organisé, en partenariat avec la Direction générale des Impôts (DGI) de République Démocratique du Congo (RDC), un séminaire des responsables du contrôle fiscal, du 22 au 24 mars derniers à Kinshasa, RDC.

Portant sur le thème du « **développement de partenariats** », l'événement a réuni 18 pays (13 en présentiel et 5 à distance), avec un total de 35 participants (dont 5 à distance). Ce séminaire dont l'objectif était le *partage des bonnes pratiques en ce qui concerne le développement des partenariats*, s'inscrit dans la continuité du précédent webinaire, ayant eu lieu les 6 et 7 décembre derniers, et en perspective de la prochaine conférence annuelle du CREDAF prévue à Nantes (France) en juin 2022.

[En savoir plus ...](#)

▪ ACTU'MEMBRES



ALGERIE – Mesure spéciale de soutien aux contribuables et signature d'une convention pour le télépaiement

Prolongation du délai d'accomplissement des obligations fiscales

Dans le cadre du dispositif de prévention et de lutte contre les risques de propagation du coronavirus (Covid-19) et pour un meilleur accompagnement des contribuables, le ministère des Finances algérien a poursuivi sa politique de soutien aux impactés par la crise sanitaire. Ainsi, il avait annoncé, dans un communiqué, la prolongation du délai de l'accomplissement des obligations fiscales de déclaration et de paiement du 20 janvier au 27 janvier 2022.

[Lire l'article ...](#)

Paiement en ligne : signature d'une convention entre le DGI et la BEA

La Direction générale des impôts (DGI) et la Banque extérieure d'Algérie (BEA) ont signé une convention de service relative au paiement par prélèvement bancaire et à l'échange de données informatisées. Cette convention permettra de faire bénéficier, à terme, l'ensemble des contribuables dont les dossiers fiscaux sont suivis par les centres des impôts (CDI) et les centres de proximité des impôts (CPI), ayant intégré le système d'information "Jibaya'tic", des services de déclaration et de paiement en ligne via le portail de la télé-déclaration et du télépaiement du même nom (Jibaya'tic).

La convention a été signée sous l'égide du ministre des Finances, "dans le cadre de la poursuite de la réalisation des actions de modernisation de l'administration fiscale, notamment en matière de numérisation", souligne la DGI.

[En savoir plus ...](#)



BENIN – 1^{ère} édition du séminaire sur la fiscalité : échanges sur le développement des entreprises

Le Conseil des Investisseurs Privés au Bénin (CIPB) a organisé, en partenariat avec la Direction Générale des Impôts (DGI), la 1^{ère} édition du séminaire sur la fiscalité du 19 au 21 janvier 2022 à Grand-Popo. A cette occasion, les échanges ont porté sur le développement des entreprises et, de façon spécifique, sur les réformes fiscales pour accroître leur compétitivité, notamment dans un contexte marqué par l'adoption et l'entrée en vigueur d'un nouveau Code général des impôts.

L'évènement a réuni des cadres de l'administration fiscale, des représentants des entreprises du secteur privé ainsi que des partenaires techniques et financiers.

[Lire l'article ...](#)



BURUNDI – L'OBR poursuit les actions de promotion du civisme fiscal auprès des différents acteurs sociaux

Les Clubs Scolaires « Amis du Fisc » poursuivent leurs activités

L'Office Burundais des Recettes (OBR) continue la création des clubs scolaires des « Elèves Amis du Fisc ». Une équipe d'experts de cette institution était successivement aux Lycées de Gishubi et Bukirasazi, les 19 et 20 Janvier 2022 pour lancer officiellement les activités de ces clubs scolaires. Plusieurs questions relatives au fonctionnement de l'OBR et à la fiscalité ont été posées par les lycéens.

[Lire l'article ...](#)

Karusi : les acteurs socio-économiques prêts à renforcer leurs relations avec l'OBR

L'OBR a animé un atelier de sensibilisation sur les lois et procédures fiscales, la lutte contre la fraude et la contrebande à l'endroit des responsables du secteur de l'hôtellerie et restauration ainsi que les contribuables et responsables des confessions religieuses. Ces réunions ont eu lieu du 8 au 10 février 2022 successivement au chef-lieu de la province de Karusi et dans la commune de Buhiga. L'objectif général poursuivi par l'OBR est lié au renforcement du civisme fiscal de tous les acteurs intervenant dans la collecte des recettes publiques, à savoir les contribuables et les administratifs, sur le respect des lois et procédures fiscales et douanières, la lutte contre la fraude, la contrebande et la corruption.

[Plus d'informations ...](#)

Poursuite du programme de sensibilisation des partenaires et contribuables

L'OBR a rencontré les administratifs de la province de Muramvya le 15 février 2022, afin de les mettre à jour sur l'évolution des lois et procédures fiscales et douanières au Burundi. Constitués des administrateurs communaux, des chefs des organes de sécurité, des représentants des divers secteurs comme la paroisse de Muramvya, le Parquet, etc., les participants à l'atelier de sensibilisation ont appris en particulier les changements opérés en novembre 2020 sur les lois fiscales, notamment sur les catégories révisées en fonction du chiffre d'affaires.

Le représentant de l'OBR à Muramvya dans le commissariat des taxes internes, qui a donné l'exposé a rappelé que de par ces changements, tous les contribuables initialement régis par le régime forfaitaire sont désormais concernés par le système déclaratif sur une période trimestrielle. Les mêmes travaux continuent avec les contribuables, et de manière spécifique, l'OBR rencontre les contribuables opérant dans les secteurs agro-alimentaire et mines et carrière.

[Lire plus ...](#)

Lancement officiel de la campagne de recouvrement de l'impôt locatif

Le 3 Mars 2022, l'Office Burundais des Recettes a organisé un atelier de sensibilisation des chefs de zones et administratifs de la Mairie de Bujumbura pour solliciter leur appui dans la collecte de l'impôt sur le revenu locatif, étant donné que ce sont eux qui connaissent tous les bâtiments en location dans tous les coins et recoins des centres urbains du pays.

Saisissant cette occasion, il a appelé les administratifs de s'impliquer activement dans l'identification et la sensibilisation des contribuables redevables de cet impôt dans leurs circonscriptions afin qu'ils puissent s'acquitter volontairement et à temps de cet impôt dont 60% du montant collecté reviennent aux communes proportionnellement aux impôts collectés dans chaque commune.

[Consulter l'article ...](#)



COMORES – Performances dans la collecte des impôts et taxes

Le Directeur général des impôts et des domaines (Agid), M. Mohamed Soihiri Hamadi, a convié la presse pour présenter les rapports d'activités de son institution, de 2017 à 2020. Selon lui, du 20 mai 2017, date de sa nomination à aujourd'hui, « les résultats sont bons et palpables même si beaucoup reste à faire ».

Durant cette période, les recettes ont doublé, passant de 3,032 milliards de francs comoriens en 2016 à 3,559 milliards en 2017, à 5,174 milliards en 2018 et à 6,14 milliards en 2019.

[En savoir plus ...](#)



CONGO – Atelier de présentation de la matrice de mise en œuvre du TADAT, rencontre du Ministre avec les services fiscaux et atelier d’amélioration du système d’information

Atelier de présentation de la matrice de mise en œuvre du TADAT

Le 11 janvier 2022 à Brazzaville, M. Ludovic ITOUA, Directeur général des Impôts et des domaines (DGID) du Congo, a ouvert l’atelier de présentation de la matrice de mise en œuvre de l’outil diagnostique d’évaluation de l’administration fiscale (TADAT).

L’atelier de Brazzaville avait pour objectif de recueillir les contributions des cadres et agents de l’Administration fiscale évoluant dans les départements de Brazzaville et du Pool. Il s’inscrit dans le cadre de la rédaction du projet du Plan stratégique 2022-2025 de la Direction générale des Impôts et des domaines. Ce plan servira d’outil de pilotage.

[*Voir l'article ...*](#)

Rencontre entre le Ministre délégué au Budget et les Chefs des services fiscaux

Le 10 février 2022 à la Chambre de commerce de Brazzaville, le Ministre délégué au Budget, Ludovic Ngatsé, a rencontré les Chefs des structures des Impôts du Département de Brazzaville. L’objet de cette première rencontre de début d’année a porté sur l’appel et l’encouragement du Ministre à l’endroit des cadres et agents pour atteindre les prévisions de l’année en cours. Selon le Ministre délégué, « les résultats attendus en 2022 sont de l’ordre de 577 milliards de F CFA, contre 470 milliards en 2021. Soit 107 milliards de F CFA d’efforts supplémentaires à fournir cette année.

[*En savoir plus ...*](#)

Atelier pour l’amélioration du système d’information de l’Administration fiscale

M. Rigobert Roger ANDELY, Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public, assisté de son collègue Ludovic Ngatsé, en charge du Budget, a ouvert, le 1^{er} mars 2022 à Brazzaville, l’atelier pour l’amélioration du système d’information de l’administration fiscale, notamment le Projet E-TAX (Système intégré de gestion des impôts et taxes).

La cérémonie s’est déroulée en présence de Madame Korotoumou Ouattara, Représentante de la Banque mondiale (BM) au Congo, institution responsable du Projet des réformes intégrées du secteur public (PRISP). Deux allocutions ont marqué l’ouverture de cet atelier, notamment le rappel des limites du Projet E-TAX.

[*Pour davantage d'informations ...*](#)



FRANCE – Franchissement de nouvelles étapes dans la généralisation de la facturation électronique inter-entreprises

M. Olivier DUSSOPT, ministre délégué auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, chargé des Comptes publics, annonce le franchissement de nouvelles étapes dans la généralisation de la facturation électronique inter-entreprises.

La présidence française de l'Union européenne (PFUE) qui s'est ouverte au 1^{er} janvier 2022 a été l'occasion pour la France de réaffirmer son engagement en faveur de la facturation électronique, dans la perspective de son harmonisation au niveau européen.

[En savoir plus ...](#)



HAÏTI - Cérémonie de clôture de la formation sur la fiscalité des activités complexes : les compagnies d'assurance

Le 11 mars 2022, ont eu lieu la cinquième journée et la cérémonie de clôture de la formation sur la fiscalité des activités complexes à l'intention d'un groupe select de vérificateurs de la Direction Générale des Impôts (DGI) et de la Direction de l'Inspection Fiscale du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) dans le cadre du programme de coopération de renforcement de la gouvernance économique mise en œuvre par Expertise France avec le support de l'Union Européenne. La cérémonie de fermeture des cinq journées de formation a été reçue par une quinzaine d'agents de la fiscalité.

[Voir l'information ...](#)



MADAGASCAR - Rencontre du Service des Impôts avec le Secteur Privé

La Direction des Impôts (DGI) et le Secteur Privé se sont réunis le 24 janvier 2021 à la Chambre de Commerce et d'Industrie pour discuter d'une éventuelle coopération et assistance entre le secteur fiscal. Tous les groupes d'entrepreneurs tels que GEM, SIM, Fivmpama, GEFP, le secteur du tourisme, etc. y étaient représentés, et la discussion a été très animée, notamment en ce qui concerne la réparation fiscale.

[Consulter l'article ...](#)



Cérémonie commémorative des 10 ans de responsabilité citoyenne de l'association nigérienne pour le civisme et la croissance

Le Directeur Général des Impôts, Monsieur Mahamane MAL OUSMANE, représentant le Ministre des Finances, a assisté, le 25 février 2022, à la cérémonie commémorative des dix (10) ans de responsabilité citoyenne de l'Association Nigérienne pour le Civisme et la Croissance.

Le thème retenu pour la présente commémoration est « *Déclaration des biens, indicateur de responsabilité citoyenne des autorités* ».

Cérémonie d'ouverture des travaux de la première rentrée fiscale de la DGI

Le Ministre des Finances, Dr Ahmat Jidoud, a présidé, le 1^{er} mars 2022, la cérémonie d'ouverture des travaux de la première rentrée fiscale de la Direction Générale des Impôts. Le thème retenu pour cette première édition est « *le contrôle fiscal, un outil de justice sociale* ».

Atelier de dissémination du rapport de la deuxième évaluation de la DGI du Niger

Le Secrétaire Général du Ministère des Finances, Dr BOUKARI MAMANE, représentant le Ministre des Finances empêché, a présidé, le 02 mars 2022, la cérémonie d'ouverture de l'atelier de dissémination du rapport de la deuxième évaluation de la DGI du Niger, selon l'outil TADAT. L'objectif de cette évaluation est d'améliorer la gouvernance de l'administration fiscale du Niger, d'apprécier le niveau de mise en œuvre des recommandations issues de la première évaluation de 2017 et de faire ressortir les effets et impacts relatifs à l'exécution du plan stratégique de la DGI pour la période 2018-2021. Dans ce cadre, en 2021, pour une seconde fois, la Direction Générale des Impôts (DGI) a fait l'objet de l'évaluation au moyen de l'Outil Diagnostique d'évaluation de l'Administration fiscale (TADAT) institué par le Fonds Monétaire International (FMI) et qui sert à mesurer le niveau de performances des Administrations fiscales par rapport aux bonnes pratiques mondialement reconnues.

[*En savoir plus ...*](#)

Atelier de validation du plan stratégique 2022 - 2024

Le 4 mars 2022, s'est tenue, sous la présidence du Secrétaire Général du Ministère des Finances, Dr. BOUKARI MAMANE en présence du Directeur Général des Impôts M. MAHAMANE MAL OUSMANE et de plusieurs de ses collaborateurs, la cérémonie d'ouverture de l'atelier de validation du plan stratégique 2022-2024 de la Direction Générale des Impôts (DGI). Durant deux jours, les cadres de la DGI ont examiné les défis auxquels ils feront face, les activités à entreprendre et les stratégies de leur mise en œuvre. Ainsi, le plan stratégique adopté à l'issue de cet atelier servira de tableau de bord pour l'administration fiscale dans le pilotage de la mise en œuvre et l'évaluation de ses actions.

[*Plus d'informations ...*](#)



RDC – Matinées fiscales, séminaire sur le contrat de performance et cérémonie de prestations de serment

Matinées fiscales organisées à la Direction Urbaine des Impôts de Kinshasa

Les matinées fiscales organisées à l'attention des agents et cadres de la Direction Urbaine des Impôts de Kinshasa se sont clôturées le 27 janvier 2022 par Monsieur le Directeur des Etudes, Statistiques et Communication de la Direction Générale des Impôts.

Lesdites matinées ont concerné la vulgarisation des mesures reprises dans les Lois de finances 2022, du contrat de performance 2022 signé entre Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances et la Direction Générale des Impôts ainsi que certaines dispositions règlementaires.

[*Lire l'article ...*](#)

Séminaire des Directeurs des Impôts tenu du 16 au 19 Février 2022, à l'hôtel Beatrice

Le séminaire des Directeurs des Impôts de la DGI s'est tenu du 16 au 19 Février 2022. Sous le thème : « Définition des Stratégies et Actions en vue de la mise en œuvre du Contrat de performance signé entre le Ministère des Finances et la Direction Générale des Impôts, pour la mobilisation des recettes en 2022 ».

Le mot d'ouverture de la cérémonie a été prononcé le mercredi 16 Février 2022, par le Directeur général des impôts Barnabé MUAKADI MUAMBA, qui, par l'occasion a encouragé et félicité tous les agents et cadres de la DGI, partant des efforts fournis, pour avoir accompli la grande performance de dépassement des assignations en 2021.

Après 4 jours de travail intense, le 19 Février 2022, le séminaire des directeurs des impôts a pris fin, à l'issu duquel plusieurs résolutions ont été trouvées, dans le but de mobiliser davantage les recettes pour l'exercice budgétaire 2022.

Un contrat des performances a été signé entre la haute direction et la Direction des grandes entreprises. Le Directeur de cabinet a fait savoir à son tour sa satisfaction, au regard de la réussite de ces assises et a procédé à la clôture de ce séminaire des directeurs des impôts.

[*En savoir plus ...*](#)

Prestation de serment des 23 Inspecteurs des Impôts et 302 Vérificateurs Polyvalents des Impôts en qualité d'Officier de Police Judiciaire à compétence restreinte.

La Direction Générale des Impôts (DGI) a organisé le 05 mars 2022, la cérémonie de prestation de serment des 23 Inspecteurs des Impôts et 302 Vérificateurs Polyvalents des Impôts en qualité d'Officier de Police Judiciaire à compétence restreinte.

La cérémonie d'assermentation a été présidée par son Excellence Monsieur le Ministre de Finance Nicolas KAZADI qui a en souligné la volonté de son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo, dans le cadre de la concrétisation de sa vision de

réforme et de modernisation des services publics d'une part, et de lutte contre la corruption, de toutes les antivaleurs qui gangrènent l'administration d'autre part.

C'est devant le Procureur Général de la République près du Tribunal de Grande instance de Kinshasa Gombe que les 23 Inspecteurs des Impôts et les 302 Vérificateurs Polyvalents des Impôts ont pris l'engagement conformément aux lois de la République, de servir la nation avec loyauté, dévouement et intégrité en qualité d'Officier de Police Judiciaire à compétence restreinte.

Cette cérémonie fut l'expression solennelle de la volonté du Gouvernement à lutter contre la fraude fiscale pour la mobilisation accrue des recettes fiscales.

[Consulter l'article ...](#)



SENEGAL – Dakar et Banjul négocient une convention fiscale

Le Ministre des Finances et du Budget, M. Abdoulaye Daouda DIALLO, et son homologue de la république de Gambie, M. Mamburay NDJIE, ont ouvert des négociations en vue de signer une convention fiscale de non double imposition.

Les deux gouvernements ont décidé d'ouvrir des négociations en matière fiscale dans l'optique de s'assurer que les revenus perçus par les résidents de chacun des deux pays en contrepartie de leurs investissements effectifs ne soient taxés qu'une seule fois, a indiqué M. Abdoulaye Daouda DIALLO.

[Plus d'informations ...](#)



TOGO – Dialogue interprofessionnel sur la fiscalité, vulgarisation de la loi de finances et formation des transitaires

L'OTR annonce les couleurs du dialogue interprofessionnel sur la fiscalité

L'OTR a organisé les 21 & 22 janvier 2022 le Dialogue Interprofessionnel sur la Fiscalité. Pour cette première édition placée sous le thème de la décentralisation et de la fiscalité locale, l'Office a opté en raison de la crise sanitaire, pour un format en présentiel et en virtuel.

Cette rencontre a réuni les professionnels de la fiscalité, élus locaux, chercheurs, opérateurs économiques venus d'horizons divers. C'était l'occasion pour eux de présenter les résultats de leurs travaux de recherches, études ou expériences.

Ces partages d'expériences ont permis d'échanger sur les principales difficultés rencontrées et de mutualiser les approches de solutions trouvées pour les surmonter.

[Lire l'article ...](#)

La loi de finances 2022 expliqué aux professionnels des médias

L'Office Togolais des Recettes (OTR) a présenté à la presse, le 18 janvier 2022 à son siège à Lomé, les grands axes de la loi de finances exercice 2022.

Présidant la séance, le Commissaire Général de L'OTR, M. Philippe K. TCHODIE, a insisté sur les principales réformes introduites dans la loi de finances après une brève présentation du Directeur de la Législation Fiscale et du Contentieux.

Plusieurs modifications ont été apportées au Code Général des Impôts (CGI) et au livre des Procédures Fiscales (LPF). Ces réformes sont relatives à l'élargissement de l'assiette fiscale, la reprise des activités de contrôle fiscal, l'allègement de la charge fiscale ainsi que des ajustements techniques. Au chapitre des mesures relatives à l'élargissement de l'assiette fiscale, la loi de finances prévoit entre autres, l'obligation d'immatriculation des personnes exploitant des plateformes électroniques et un nouveau mécanisme de collecte de la Taxe d'Habitation.

Pour davantage d'informations ...

Les transitaires mieux outillés sur la déclaration en douane unique (DDU)

L'atelier de formation des commissionnaires agréés en douane sur le renseignement de la Déclaration en Douane Unique (DDU) a été ouvert le 21 février 2022 à Lomé.

Cet atelier vise à renforcer la capacité des commissionnaires agréés en douane pour une meilleure appropriation de la DDU.

Cette formation de 10 jours a permis aux bénéficiaires d'être aguerris pour mieux renseigner les rubriques de la DDU, document très important dans la procédure douanière.

Le Directeur des Etudes et de la Législation est revenu sur le cadre pratique de cette formation, soit de donner les outils nécessaires aux commissionnaires pour percer les spécificités et les particularités ainsi que l'importance et l'intérêt de chaque rubrique. L'intérêt pour les commissionnaires agréés en douane demeure le renforcement de la qualité de leur prestation et une amélioration dans la fourniture des données statistiques économiques et financières.

En savoir plus ...

EVENEMENTS A VENIR

- *Séminaire CREDAF-Forum mondial de l'OCDE sur les échanges internationaux de renseignements*
- *Conférence annuelle et Assemblée Générale du CREDAF*
- *Réunion de consultation régionale sur le BEPS pour les pays francophones*

▪ **Séminaire CREDAF-Forum mondial de l'OCDE sur les échanges de renseignements**

Le CREDAF organise, en partenariat avec le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales de l'OCDE et l'Office Togolais des Recettes (OTR), un séminaire relatif à la mise en place et à la gestion d'unités opérationnelles d'échange de renseignements.

Ce séminaire qui se tiendra à Lomé (Togo) du 23 au 25 mai a pour objectif d'expliquer aux pays membres du CREDAF le rôle, l'organisation et le fonctionnement d'une unité d'échange de renseignements (ER) et de leur fournir des conseils sur les éléments à prendre en compte lors de la mise en place d'une unité d'ER performante.

▪ **Conférence annuelle et Assemblée Générale du CREDAF**

Cette année, le CREDAF organisera sa 38^{ème} Assemblée générale et sa 35^{ème} conférence annuelle à Nantes (France), du 7 au 10 juin 2022. Portant sur le thème « **La maîtrise et la valorisation des données, un enjeu fiscal stratégique** », la conférence annuelle sera organisée en collaboration avec la Direction générale des Finances Publiques française, et sera marquée par la célébration des 40 ans du CREDAF dont l'acte constitutif a été adopté à Yaoundé (Cameroun) en 1982.

De nombreux participants issus des administrations fiscales membres du CREDAF et d'organisations internationales ou régionales partenaires du CREDAF sont attendus à cet important évènement.

▪ **Réunion de consultation régionale sur le BEPS pour les pays francophones**

En collaboration avec l'OCDE, la prochaine réunion de consultation régionale consacrée aux travaux du Cadre inclusif sur le BEPS sera organisée vers fin juin 2022. Elle portera sur la solution reposant sur deux piliers et sera l'occasion de répondre aux préoccupations de nos membres sur ces sujets assez complexes.

Cette réunion qui s'inscrira dans le prolongement des précédentes permettra d'avoir des échanges en français entre pays ayant des préoccupations communes. Elle pourrait également faire l'objet d'un élargissement à d'autres sujets de fiscalité internationale me semble également pertinent.

LECTURES / PUBLICATIONS

[Centre interaméricain des administrations fiscales \(CIAT\)](#)

[WP-02-2022 : Indice d'innovation, de numérisation et de technologie \(INDITEC\)](#)

Ce document présente l'indice de l'innovation, de la numérisation et de la technologie (INDITEC). Ce nouvel outil vise à fournir une image détaillée et systémique de l'état des agences de perception des impôts dans le monde en termes d'intégration d'innovations technologiques pour améliorer la conformité fiscale et la gestion de l'information statistique, la transformation numérique des processus opérationnels et l'orientation stratégique des ressources disponibles (ressources financières et humaines).

À cette fin, il tire parti des informations mises à jour de l'Enquête internationale sur l'administration des recettes (ISORA), compilées en 2020 avec des données disponibles pour les exercices 2018 et 2019.

[*En savoir plus ...*](#)

[IGF - CIAT : négociation et application des conventions fiscales dans le secteur extractif](#)

Le 3 mars 2022, s'est tenu un atelier virtuel sur les conventions fiscales bilatérales, organisé par le Forum intergouvernemental sur l'exploitation minière, les minéraux et le développement durable (IGF) et le Centre interaméricain des administrations fiscales (CIAT), dans le but de partager de bonnes pratiques à considérer lors de la négociation de conventions fiscales plus justes et plus durables dans leur application pratique.

Cette activité a réuni plus de 200 responsables des administrations fiscales, des ministères des finances et des entités de régulation du secteur extractif, appartenant à 35 pays. Certains de ces pays ont commenté et discuté des leçons apprises et ont fourni des recommandations.

Le Secrétariat exécutif du CIAT et l'IGF continueront de coopérer pour promouvoir des pratiques permettant de faire face aux risques et aux défis auxquels sont confrontés les pays en développement.

[*Lire l'article ...*](#)

[Fondation pour les études et recherches sur le développement international \(FERDI\)](#)

[Panel de haut niveau sur la fiscalité et les affaires en Afrique](#)

Un webinaire s'est tenu dans le cadre du Forum des affaires UE-Afrique et de la Semaine de l'Afrique en amont du sommet UE-UA. Suite à la fuite des documents Pandora et à l'accord international sur la fiscalité des entreprises, le webinaire a fourni une plateforme d'engagement sur les questions fiscales internationales actuelles pour les parties prenantes des autorités fiscales et des entreprises d'Europe, d'Afrique et des organisations internationales avant l'échange politique.

Trois tables rondes ont porté sur les thèmes suivants :

- Réforme fiscale internationale : implications pour les administrations fiscales et les entreprises
- Intégration commerciale et fiscalité : défis et opportunités
- Transparence fiscale : faire en sorte que le reporting fonctionne pour le secteur public et le secteur privé.

[*En savoir plus ...*](#)

[Initiative d'Addis-Abeba sur la Fiscalité \(Addis Tax Initiative, ATI\)](#)

[Le Centre du Sud devient une organisation de soutien de l'ATI](#)

Avec l'approbation de la Déclaration ATI 2025, le South Centre rejoint un groupe croissant d'organisations soutenant l'Addis Tax Initiative (ATI). Le partenariat entre l'ATI et le South Centre apportera des avantages mutuels dans la promotion de politiques cohérentes et axées sur les pays en développement de mobilisation des recettes intérieures (DRM). En particulier, la collaboration sera précieuse pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) en soutenant des efforts efficaces de GRC et en renforçant la capacité des pays partenaires à s'engager dans la coopération fiscale internationale.

Le South Center est une organisation intergouvernementale de 54 pays en développement qui travaille sur un éventail de questions de développement, y compris les politiques de développement durable, le changement climatique et la gouvernance mondiale. Sa conception a été inspirée par la nécessité de renforcer la coopération Sud-Sud dans les affaires mondiales et, par conséquent, cherche à analyser les problèmes rencontrés par les pays en développement, à améliorer l'espace de partage d'expériences et à fournir un soutien intellectuel et politique. Sa fonction est guidée par deux grands principes - "l'unité du Sud dans la diversité" et "le progrès du Sud par la coopération".

[*Consulter l'article ...*](#)

[Organisation de coopération et de développement économiques \(OCDE\)](#)

[Un nouveau centre pour renforcer la transparence sur le traitement fiscal de l'aide étrangère](#)

L'OCDE a lancé une nouvelle plate-forme numérique pour améliorer la transparence autour de la fiscalité de l'aide au développement en présentant les approches adoptées par les pays donateurs participants pour demander des exonérations fiscales sur les biens et services financés par l'aide publique au développement (APD).

Le Tax Treatment of Aid: Digital Transparency Hub compare les politiques d'imposition de l'APD de 12 membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, qui ont volontairement fourni des détails sur leurs approches fiscales de l'aide étrangère. Les membres participants comprennent l'Australie, la Commission européenne, la France, la Grèce, la Hongrie, le Japon, les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne, l'Espagne, la Suède et les États-Unis. Il vise à aider à la fois les donateurs et les pays bénéficiaires à clarifier le statut fiscal de l'APD, qui s'élevait à 161 milliards de dollars en 2020.

[*En savoir plus ...*](#)

[Dix ans de renforcement des capacités pour faire progresser la transparence fiscale : un rapport historique du Forum mondial met en lumière les activités réussies](#)

Le rapport sur le renforcement des capacités du Forum mondial 2022 met en lumière dix années d'activités de renforcement des capacités réussies pour soutenir la mise en œuvre mondiale des deux normes internationales sur l'échange d'informations sur demande (EOIR) et l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers (AEOI). Le rapport fournit également une mise à jour sur le

programme de renforcement des capacités du Forum mondial et les activités de sensibilisation menées en 2021.

Les principaux livrables et principales réalisations comprennent :

- 22 000 fonctionnaires ont été formés depuis 2011 ;
- les 34 participants au programme pilote "Train the Trainer", lancé en 2021 sous l'égide de l'Initiative Afrique, ont formé collectivement plus de 850 fonctionnaires africains ;
- six nouvelles boîtes à outils ont été publiées en 2020-2021, aidant les juridictions à naviguer dans les principaux aspects de la mise en œuvre efficace des normes sur la transparence et l'échange d'informations (EOI) ;
- cinq cours e-learning ont été délivrés depuis 2019 et déjà suivis par 5 200 fonctionnaires.

[Plus d'informations ...](#)

[Le programme pilote des femmes leaders en matière de transparence fiscale démarre avec vingt-trois participantes inscrites](#)

« Le premier atelier du programme [Women leaders in tax transparency](#) s'est tenu les 17 et 18 février 2022. Initialement prévu pour former un maximum de quinze participantes, le programme pilote a dû être élargi pour répondre au fort intérêt suscité. Vingt-trois professionnelles de la fiscalité de 23 pays en développement membres du Forum mondial participent à cette première édition.

L'atelier de deux jours a porté sur les normes de transparence fiscale et a débuté par une séance de mentorat avec la marraine du programme pilote 2022, Mme Grace Perez-Navarro, Directrice adjointe du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE ».

[Lire l'article ...](#)

Cette lettre d'information est la vôtre. N'hésitez pas à nous faire part de vos suggestions et à nous communiquer les informations concernant votre pays ou votre administration que vous aimeriez voir figurer dans le prochain numéro.